

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché n°2025-19

MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS INTERIMAIRES

- Lot 1 : Métiers filière logistique (non-cadre et cadre),
- Lot 2 : Métiers filière administrative/communication (non-cadre et cadre).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

COMMUN AUX DEUX LOTS

Ce marché comporte deux clauses RSE indiquées à l'article 29 du Cahier des clauses particulières :

 Clause sociale
 Clause environnementale

VERSION 1 DU 3 JUIN 2025

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.1 - Objet du marché.....	5
1.2 - Nomenclature.....	5
1.3 - Allotissement.....	5
1.4 - Lieux d'exécution.....	5
1.5 - Déplacements.....	5
ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	5
2.1 - Procédure utilisée.....	5
2.2 - Forme de l'accord-cadre.....	6
2.3 - Durée de l'accord-cadre.....	6
ARTICLE 3 : MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES – CLAUSE DE RÉEXAMEN	6
3.1 - Marché de prestations similaires.....	6
3.2 - Modification – clause de réexamen.....	6
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUANT LE MARCHÉ	7
ARTICLE 5 : BESOINS RECENSÉS	8
ARTICLE 6 : SALAIRES	10
ARTICLE 7 : INDEMNITÉS	10
7.1 - Pour les repas :.....	10
7.2 - Pour les transports :.....	11
7.3 - Mutuelle :.....	11
7.4 - Pour le télétravail :.....	11
ARTICLE 8 : TEMPS DE TRAVAIL ET CONGES	11
8.1 - Le temps de travail.....	11
8.2 - Les congés.....	11
ARTICLE 9 : CONTENU DES PRESTATIONS ATTENDUES PAR SANTE PUBLIQUE FRANCE	12
9.1 - La prestation de délégation et de gestion.....	12
9.2 - Délai de remplacement d'un intérimaire en cas d'absence imprévue.....	13
9.3 - Le reporting.....	13
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ	14
ARTICLE 11 : SANTE-SÉCURITÉ	14
11.1 - Visite médicale.....	14
11.2 - Les Équipements de Protection Individuelle.....	14
ARTICLE 12 : ENGAGEMENT FORMATION	14
12.1 - Actions de formation à la charge de l'Entreprise de Travail Temporaire.....	15
12.2 - Actions de formation à la charge de Santé publique France.....	15
ARTICLE 13 : CONDITIONS TARIFAIRES	16
ARTICLE 14 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
14.1 - Modification des bons de commande en cours de réalisation des prestations.....	16
14.2 - Délais de réalisation des prestations.....	17
14.3 - Prolongation du délai d'exécution.....	17
ARTICLE 15 : MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	17
15.1 - Responsable administratif et technique pour Santé publique France.....	17
15.2 - Responsable technique pour le Titulaire.....	17
15.3 - Conditions de vérification et d'admission des prestations.....	18
ARTICLE 16 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES	19
ARTICLE 17 : CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	19
ARTICLE 18 : RÉVISION DES PRIX	19
ARTICLE 19 : PÉNALITÉS	19
ARTICLE 20 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT	20

20.1 - Périodicité de facturation	20
20.2 - Demande de paiement	20
20.3 - Délai global de paiement.....	21
20.4 - Domiciliation des paiements	21
20.5 - Avance forfaitaire	21
20.6 - Règlement au profit du ou des sous-traitants	21
20.7 - Renseignements d'ordre comptable.....	22
ARTICLE 21 : SOUS-TRAITANCE	22
ARTICLE 22 : NANTISSEMENT – CESSIION DE CRÉANCES	22
ARTICLE 23 : DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	22
23.1 - Droits de la personne publique	22
23.2 - Droits du titulaire et garantie du droit de propriété	23
ARTICLE 24 : COLLABORATION ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	23
ARTICLE 25 : ASSURANCE	23
ARTICLE 26 : STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	23
26.1 - Absence prolongée, départ du personnel.....	23
26.2 - Remplacement du personnel	24
26.3 - Protection de la main d'œuvre.....	24
26.4 - Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)	25
ARTICLE 27 : RÉSILIATION	25
ARTICLE 28 : LITIGE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION	25
ARTICLE 29 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	25
29.1 - Clause sociale	25
29.2 - Clause environnementale.....	25
ARTICLE 30 : DÉROGATIONS	26

Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :

Santé publique France, l'agence nationale de santé publique

12 rue du Val d'Osne

94415 Saint Maurice Cedex

Tel : 01 41 79 67 00

Santé publique France est l'agence nationale de santé publique. Établissement public administratif sous tutelle du ministère chargé de la Santé, l'agence a été créée en mai 2016 par ordonnance et décret.

Santé publique France a pour mission d'améliorer et de protéger la santé des populations. Cette mission s'articule autour de trois axes majeurs : anticiper, comprendre et agir.

En relation avec les acteurs de terrain qu'elle contribue à animer et coordonner, l'agence produit une expertise scientifique en santé publique indépendante pour la protection et l'amélioration de la santé des populations sur laquelle elle fonde sa démarche de programmation, planifie ses interventions et arbitre ses moyens. Cette connaissance est mise à disposition des autorités compétentes pour éclairer les politiques de santé, préserver et promouvoir la santé.

En cas de situation sanitaire exceptionnelle, Santé publique France s'appuie sur la Réserve sanitaire composée de 2 000 professionnels de santé volontaires et sur l'Établissement. Celui-ci gère l'acquisition, le stockage et la distribution des produits de santé nécessaires pour faire face à une menace de grande ampleur, ainsi que des stocks particuliers destinés aux établissements de santé pour répondre à des besoins de santé publique spécifiques (botulisme, diphtérie).

L'établissement pharmaceutique est chargé de :

- l'acquisition et du renouvellement du programme annuel du stock stratégique national de médicaments, dispositifs médicaux et équipements ;
- la gestion des stocks stratégiques de produits de santé ;
- la distribution de produits de santé rares en urgence (déstockage d'antitoxines botuliques, antitoxines diphtériques, etc.) ;
- l'appui pour la gestion des moyens tactiques ;
- l'envoi de produits de santé à l'étranger à la demande du ministère des affaires étrangères.

Pour en savoir plus sur Santé publique France : <http://www.santepubliquefrance.fr>

S'agissant des personnels de l'agence, le décret n°2003-224 du 7 mars 2003 constituant un quasi-statut, distingue 4 catégories d'emploi :

- **Catégorie 1 :** les agents classés dans la catégorie d'emploi 1 assurent des fonctions d'encadrement supérieur ou des fonctions d'expertise dans les domaines scientifiques entrant dans le champ des missions de chacun des établissements mentionnés à l'article 1^{er} dudit décret. Ils peuvent également être chargés des analyses, études et recherches nécessaires au bon fonctionnement de ces établissements. Ils peuvent, enfin, assurer des fonctions d'encadrement supérieur ou d'expertise dans les domaines administratifs et techniques ;
- **Catégorie 2 :** les agents classés dans la catégorie d'emploi 2 occupent des fonctions de conception, d'encadrement ou d'expertise ;
- **Catégorie 3 :** les agents classés dans la catégorie d'emploi 3 assurent des tâches de mise en œuvre des orientations et programmes d'établissement ou participent, sous la direction des personnels administratifs, scientifiques et techniques, à l'exécution des travaux confiés à ces derniers ;
- **Catégorie 4 :** les agents recrutés dans la catégorie d'emploi 4 concourent à l'exécution des tâches courantes administratives, scientifiques ou techniques.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la mise à disposition de personnels intérimaires dans le cadre des besoins suivants :

- Remplacement temporaire d'agents de Santé publique France,
- accroissement temporaire d'activité,
- besoin occasionnel ou saisonnier.

1.2 - Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

79620000-6	Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire
------------	--

1.3 - Allotissement

En application des articles L.2113-10 et R.2113-1, le marché est décomposé en 2 lots séparés définis comme suit :

Numéro de lot	Désignation
Lot 1	Métiers filière logistique (non-cadre et cadre)
Lot 2	Métiers filière administrative/communication (non-cadre et cadre)

Dans le présent document, sauf stipulation contraire, le terme « accord-cadre » désigne chacun des lots mentionnés ci-dessus.

1.4 - Lieux d'exécution

L'accord-cadre s'exécute dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Pour le lot 1, les prestations s'exécutent principalement à Marolles (département 51).

Pour le lot 2, les prestations s'exécutent principalement à Saint-Maurice (département 94) en Île de France.

1.5 - Déplacements

Dans le cadre des missions confiées aux intérimaires des déplacements sur l'ensemble du territoire sont possibles. Ces déplacements hors Ile de France seront pris en charge selon les conditions établies par Santé publique France.

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

2.1 - Procédure utilisée

Il s'agit d'un marché de services passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.2 - Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un marché de service. Les prestations sont conclues à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées conformément à l'article R.2112-6 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4-2° du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum en valeur :

Numéro de lot	Désignation	Montant maximum € HT par période de 24 mois
Lot 1	Métiers filière logistique (non-cadre et cadre)	900 000 €
Lot 2	Métiers filière administrative/communication (non-cadre et cadre)	1 600 000 €

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant n'est qu'un seuil au bout duquel il ne sera plus possible de passer de commandes, que l'accord-cadre soit ou non arrivé à son échéance, conformément à la jurisprudence CJUE, 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S c/ Region Nordjylland og Region Sddanmark, Aff. C23-20.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenue des besoins.

2.3 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois, à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable une fois par tacite reconduction, conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique pour 24 mois sans que la durée globale de l'accord-cadre ne puisse excéder 48 mois. Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre et en informe le Titulaire dans le respect d'un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de notification du marché. L'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donne pas lieu à un versement d'indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 3 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES – CLAUSE DE RÉEXAMEN

3.1 - Marché de prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché, de conclure avec son titulaire un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché.

3.2 - Modification – clause de réexamen

En application des articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique l'acheteur peut modifier le marché notamment dans les hypothèses suivantes :

- des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ;
- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ;
- ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- des modifications de faibles montants ;
- prise en compte des modifications non substantielles, quels qu'en soient leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- l'identifiant bancaire ; le numéro de compte bancaire à créditer ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des Parties sur la ou les modification(s) à apporter à l'accord-cadre à la conclusion d'un avenant. En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante :

- Le présent acte d'engagement et ses deux annexes :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires et forfaitaires,
 - Annexe n°2 : Contacts des personnes en charge du marché
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses deux annexes :
 - Annexe n°1 sur la clause de sous-traitance des données à caractère personnel (RGPD),
 - Annexe n°2 sur la clause d'insertion sociale.
- le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du [30 mars 2021](#) dit CCAG FCS ;
- l'offre technique du Titulaire.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France feront foi. Les éventuelles dérogations au CCAG sont listées à l'article 30 du présent document. À défaut, les dispositions du CCAG FCS s'appliquent.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre Santé publique France et le Titulaire préalablement et postérieurement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans l'offre technique du Titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à Santé publique France. Aucune disposition spécifique figurant dans les

documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de Santé publique France.

ARTICLE 5 : BESOINS RECENSÉS

À titre d'exemple, les besoins recensés et pourvus en intérim entre 2021 et 2025 ont été les suivants pour les lots 1 et 2 :

➤ **Lot 1 : Métiers filière logistique (non-cadre et cadre)**

À noter que les besoins sur ce lot sont localisés quasi exclusivement sur le site de Marolles (département de la Marne, n°51)

- Gestionnaire de stocks – non cadre – cat. 3,
- cariste/manutentionnaire/préparateur de commandes – non cadre – cat. 4,
- contrôleur qualité – non cadre – cat. 3,
- chef d'équipe préparateurs commandes – non cadre – cat. 3.

Voici les commandes annuelles prévisionnelles du marché sur le lot 1 :

Année	Nombre moyen de commande estimé
2025 (octobre-décembre)	1
2026	5
2027	5
2028	5
2029 (janvier-septembre)	4

➤ **Lot 2 : Métiers filière administrative/communication (non-cadre et cadre) :**

A noter que les besoins sur ce lot sont localisés quasi exclusivement sur le site de Saint-Maurice (département du Val-de-Marne, n°94)

- Chargé de communication – cadre - cat. 2,
- assistant(e)/assistant(e) bilingue – non cadre - cat. 3,
- gestionnaire administratif (RH, comptable, ...) – non cadre - cat. 3,
- traducteur–cadre - cat. 2,
- coursier– non cadre - cat. 4,

Compte tenu de la diversité des métiers au sein de l'agence, de nombreux autres profils cadre ou non cadre pourraient être pourvus en intérim tels que :

- Archiviste,
- agent des services généraux,
- gestionnaire comptabilité publique.

Cette liste de profils n'est pas exhaustive.

Voici les commandes annuelles prévisionnelles du marché sur le lot 2 :

Année	Nombre moyen de commande estimé
2025 (octobre-décembre)	3
2026	15
2027	15
2028	15
2029 (janvier-septembre)	12

Bilan quantitatif sur 2 années

2023			2024	
Direction	Missions	Nombre de mois	Missions	Nombre de mois
DAC site Marolles	<ul style="list-style-type: none"> 5 caristes 2 manutentionnaires 1 contrôleur qualité 2 agents administratifs d'exploitation logistique 	20.5 17 12 36	<ul style="list-style-type: none"> 4 caristes et manutentionnaires 1 agent administratif d'exploitation logistique 	14 0.25
DAC site St-Maurice	<ul style="list-style-type: none"> 1 assistant 3 Gestionnaires de stock 1 chargé de mission 	9.25 25.75 12	<ul style="list-style-type: none"> 1 assistant 5 Gestionnaires de stock 	11.5 18.25
DPPS	<ul style="list-style-type: none"> 2 chargés de communication 1 chargé d'études 	13 6	<ul style="list-style-type: none"> 1 chargé de communication 1 chargé d'études 	0.25 12
DIRCOM	<ul style="list-style-type: none"> 1 chargé de marketing 	0.75	<ul style="list-style-type: none"> 1 chargé de marketing 1 assistante 	6.25 3.75
DAF	<ul style="list-style-type: none"> 4 gestionnaires indemnités 	26	----	--
DSIN	<ul style="list-style-type: none"> 1 assistant 	11	<ul style="list-style-type: none"> 1 assistant 	12
DRH	<ul style="list-style-type: none"> 2 gestionnaires 	6	<ul style="list-style-type: none"> 6 gestionnaires 	13.75
DMI	<ul style="list-style-type: none"> 2 Techniciens d'Etudes Cliniques 1 assistant 	8 12	<ul style="list-style-type: none"> 1 Techniciens d'Etudes Cliniques 2 gestionnaires 1 assistante 	5 12 4.5
DiRe	<ul style="list-style-type: none"> 1 gestionnaire 	5	<ul style="list-style-type: none"> 1 gestionnaire 	12
TOTAL		219.5 mois		125.5 mois

ARTICLE 6 : SALAIRES

Les niveaux de rémunération, en salaire brut horaire et brut annuel, seront compris dans une fourchette estimative indiquée ci-dessous :

À titre d'exemple, le tableau ci-dessous décrit quelques niveaux de rémunérations :

Lot 1	Salaire brut horaire	Salaire brut annuel
Cariste/préparateur de commandes/agents des services généraux – non cadre	12,24 € à 20,56 €	22 269,49 € à 37 420,05 €

Lot 2	Salaire brut horaire	Salaire brut annuel
Gestionnaire administratif/ RH/comptable/ Assistante – non cadre	12,24 € à 20,56 €	22 269,49 € à 37 420,05 €
Chargé de communication/chargé de campagne - cadre	16,18 € à 30,19 €	29 449,27 € à 54 943,58 €

Les fourchettes de rémunérations indicatives sont déterminées en fonction de la nature du poste à occuper et prennent en compte l'expérience et le niveau de diplôme du candidat retenu. Elles ne prennent pas en compte les heures supplémentaires, le travail de nuit, du week-end et des jours fériés, dont les modalités sont déterminées selon la législation en vigueur.

Pour chaque demande formulée par la direction des ressources humaines de Santé publique France, le profil de poste sera accompagné d'une fourchette de rémunération correspondante.

Conformément aux dispositions de législation en vigueur, notamment de la circulaire du 3 août 2010 relative aux modalités de recours à l'intérim dans la fonction publique, le paiement des jours fériés non travaillés et de la journée de solidarité est dû au salarié temporaire indépendamment de son ancienneté.

En cas de circonstances exceptionnelles, les intérimaires affectés à la plateforme de Marolles pourront effectuer des heures supplémentaires à la demande explicite de leur supérieur hiérarchique. Ces heures seront rémunérées conformément au Code du travail.

Pour les intérimaires hors site de Marolles, les heures effectuées au-delà des horaires habituels ne donnent lieu à aucun paiement. Néanmoins, en cas de situation particulière et sur demande explicite du supérieur hiérarchique, une récupération exceptionnelle peut être autorisée.

ARTICLE 7 : INDEMNITÉS

7.1 - Pour les repas :

Site de Saint Maurice : les intérimaires ont accès à la restauration collective avec prise en charge par Santé publique France des frais d'admission. Les coûts du repas sont à la charge du titulaire.

Autres sites dépourvus de restauration collective : les intérimaires bénéficient de tickets restaurants d'une valeur faciale de 9,87 € en 2025, la participation employeur à hauteur de 60% représente 5,92 € en 2025. Il est rappelé que, dans ce cadre, les personnels intérimaires bénéficient de ces titres restaurants uniquement pour les jours de présence.

Pendant leur télétravail : les intérimaires bénéficient de tickets restaurants dans les conditions ci-dessus. La prise en charge des frais de restauration est conditionnée au fait que la pause méridienne soit comprise dans l'amplitude d'une journée de travail lorsque celle-ci est réalisée en télétravail.

Lors des de changement des montants du Ticket restaurant, un échange de courriels sera suffisant pour acter la modification.

Les tickets-restaurant sont édités par le Titulaire qui en facturera la part patronale à Santé publique France sans y appliquer de coefficient. La part salariale des titres restaurants doit être prise en charge par les intérimaires.

7.2 - Pour les transports :

Conformément à l'article L 3261-2 du Code du travail, l'employeur (le titulaire) doit prendre à sa charge 50 % du coût des abonnements de transports publics souscrits par ses salariés pour leurs trajets domicile-travail. Cette participation ne pourra pas être refacturée à Santé publique France et est réputée incluse dans le coefficient commercial, qu'il s'agisse d'une délégation ou d'une gestion.

7.3 - Mutuelle :

La mutuelle est fournie par le titulaire aux intérimaires et ne pourra pas être refacturée à Santé publique France, elle est réputée incluse dans le coefficient commercial, qu'il s'agisse d'une délégation ou d'une gestion.

7.4 - Pour le télétravail :

Les intérimaires bénéficient d'une indemnité contribuant au remboursement des frais engagés sous forme d'une allocation forfaitaire « forfait télétravail » dans les conditions prévues aux articles 2 à 4 du décret n°2021-1123 du 26 août 2021.

Pour information, en 2025 le montant de ce forfait est fixé à 2.88 € par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 € par an.

ARTICLE 8 : TEMPS DE TRAVAIL ET CONGES

8.1 - Le temps de travail

Les quotités de travail seront 35 heures par semaine sans jour d'ARTT, les horaires seront précisés lors de chaque mission.

Certains postes pourront faire l'objet de travail de nuit, week-ends et jours fériés.

8.2 - Les congés

Le titulaire s'engage à accorder :

- La possibilité de paiement des congés payés au mois pour les contrats d'une durée supérieure à 1 mois.
- La possibilité de prise de congés avec déblocage partiel anticipé sur le compteur CP pour les contrats d'une durée supérieure à 3 mois.

ARTICLE 9 : CONTENU DES PRESTATIONS ATTENDUES PAR SANTE PUBLIQUE FRANCE

Santé publique France distingue deux types de prestations :

- La prestation d'intérim en **délégation** (recherche et gestion administrative du candidat intérimaire).
- La prestation d'intérim en **gestion** (gestion administrative du candidat intérimaire proposé ou suggéré par Santé publique France).

9.1 - La prestation de délégation et de gestion

A. **La transmission de la demande et du besoin** (et du dossier du candidat dans le cadre de la prestation de gestion) : Santé publique France transmet par mail au titulaire (l'interlocuteur dédié) une demande de personnel intérimaire comportant :

- la durée de la mission,
- le motif de recours,
- le profil du poste et ses caractéristiques particulières le cas échéant,
- le salaire horaire/journalier/mensuel ou annuel (salaire brut),
- les autres conditions matérielles du contrat de travail.

À partir de cette demande, le titulaire doit respecter le délai de présentation exposé ci-après.

B. **En délégation : présentation des candidatures** : en réponse aux demandes formulées par la direction des ressources humaines de Santé publique France, le titulaire dispose **d'un délai de 2 jours ouvrés pour le lot 1 et un délai de 3 jours ouvrés pour le lot 2** pour proposer des candidatures en adéquation avec le profil de poste.

Le Titulaire a la faculté de présenter plusieurs candidatures. Santé publique France est libre de choisir le candidat le mieux adapté voire de les refuser si aucun ne répond à ses attentes.

C. **Le délai de mise à disposition effective du personnel** : le soumissionnaire **précisera dans son offre le délai maximum, exprimé en jours ouvrés**, pour la mise à disposition de l'intérimaire une fois que celui-ci aura été choisi par Santé publique France.

D. **Délai d'établissement du devis ainsi que du contrat de mise à disposition et transmission des pièces administratives**

Santé publique France confirmera par mail son choix pour chaque demande d'intérimaire dans un délai de 2 jours ouvrés pour le lot 1 (logistique) et un délai de 3 jours ouvrés pour le lot 2 (Administratif). Après acceptation de l'intérimaire proposé, le titulaire établit le contrat de mise à disposition ainsi que le devis correspondant dans le respect des obligations légales et le transmet sous 48h à Santé publique France.

Par ailleurs, le Titulaire vérifie et atteste à Santé publique France la validité des pièces suivantes :

- Expériences professionnelles,
- Extrait B3 du casier judiciaire,
- RQTH le cas échéant,
- Identité et la régularité de la situation pour les personnels intérimaires étrangers.

Le titulaire devra pour chaque intérimaire concerné :

- transmettre l'avis d'aptitude 48h après la visite médicale ;

- informer par mail Santé publique France des arrêts de travail du personnel intérimaire, dès réception de l'avis d'arrêt maladie.

Par ailleurs, le titulaire communique le règlement intérieur à chaque intérimaire en mission au sein de Santé publique France. Il s'assure de la bonne prise de connaissance de celui-ci par l'intérimaire.

Les délais indiqués ci-dessus doivent impérativement être respectés par le Titulaire. En cas de non-respect, une pénalité sera appliquée voire ci-dessous.

9.2 - Délai de remplacement d'un intérimaire en cas d'absence imprévue ou de non satisfaction

En cas d'absence imprévue de l'intérimaire ou de non satisfaction (notamment pendant la période d'essai), le Titulaire propose un nouveau candidat.

En ce sens, le titulaire propose de nouvelles candidatures dans les 48 heures ouvrées suivant la demande de remplacement par Santé publique France (sauf profils particuliers, pour lesquels un délai sera étudié au cas par cas entre l'agence d'intérim et Santé publique France).

Les délais indiqués ci-dessus doivent impérativement être respectés par le Titulaire. En cas de non-respect, une pénalité sera appliquée selon les modalités indiquées à l'article 19.

9.3 - Le reporting

A. Un **reporting mensuel** doit être envoyé à Santé publique France par le Titulaire. Celui-ci doit reprendre a minima les informations ci-dessous :

- Le nom, le prénom et le sexe de l'intérimaire,
- Le lieu de travail (site), la direction, l'intitulé de la fonction et le statut (non cadre/cadre),
- Le motif de recrutement (surcroît d'activité, remplacement...),
- Le premier jour et le terme prévu de la mission ainsi que le nombre d'heures facturées,
- Le salaire, le taux horaire et les différents éléments variables de paie,
- Le type de coefficient appliqué (gestion, délégation) et le niveau du coefficient ainsi que le total facturé,
- Les éléments nécessaires à l'établissement de la DOETH, ainsi qu'un état des intérimaires RQTH délégués,
- Les formations suivies par les intérimaires.
- Autres

B. Un **reporting annuel** est présenté par le Titulaire. Ce document permettra notamment d'analyser les éléments suivants pour chaque lot :

- Le taux de réponse :
 - Les délais de réponse, de traitement et d'envoi des candidatures (délégation)
 - Les délais de réponse, de traitement et d'envoi des contrats (gestion)
- Le total de CV adressés par demande
- Le nombre d'embauches d'intérimaires réalisées
- Le nombre d'échec de mission
- Le taux d'erreur observé sur les contrats ou les avenants
- Le taux d'erreur observé sur des factures.
- Autres.

En cas de non-respect d'envoi des reportings, une pénalité sera appliquée selon les modalités indiquées à l'article 19.



L'outil utilisé pour le reporting et sa méthode doivent être décrits dans l'offre du titulaire (voir fichier « cadre de réponse »).

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ

Une clause concernant la confidentialité devra être intégrée **obligatoirement** aux contrats de travail du personnel intérimaire. La clause devra prendre la forme demandée par Santé publique France :

« _____ doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il/elle a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation de discrétion joue tant à l'égard des tiers que des agents de Santé publique France.

De plus, ----- s'engage à ne pas nuire à la réputation ou au bon fonctionnement de Santé publique France.

Cette obligation s'applique pendant toute la durée du contrat de travail et se prolonge après la rupture de celui-ci pour quelque motif que ce soit.

Tout manquement à ces dispositions de confidentialité entraînera de plein droit la cessation immédiate de la mission en cours, sans préjudice ultérieur devant une juridiction compétente ».

ARTICLE 11 : SANTE-SÉCURITÉ

Santé publique France s'attache à préserver la santé et à assurer la sécurité de ses personnels et de ses partenaires.

Ainsi, en cohérence avec cette politique, Santé publique France demande aux prestataires de travail temporaire de respecter l'engagement « santé et sécurité » précisé ci-dessous.

11.1 - Visite médicale

Cet engagement comprend la gestion et le contrôle des visites médicales et le dispositif de surveillance médicale, dans le respect du cadre légal en vigueur pendant la durée du marché. Les titulaires s'engagent donc à assurer les visites de prévention des travailleurs mis à disposition ainsi que le suivi individuel renforcé des intérimaires qui exerceraient des emplois à risques.

11.2 - Les Équipements de Protection Individuelle

Le titulaire s'engage à fournir les éventuels EPI spécifiques conformément à la réglementation en vigueur (ex : chaussures de sécurité).

Les EPI nécessaires seront précisés pour chaque demande de personnel intérimaire.

ARTICLE 12 : ENGAGEMENT FORMATION

L'engagement Formation doit être respecté conformément au cadre légal en vigueur pendant toute la durée du marché.

12.1 - Actions de formation à la charge de l'Entreprise de Travail Temporaire

Les actions de formation en faveur des salariés intérimaires financées par le plan de développement des compétences des Entreprises de Travail Temporaire définies ci-dessous :

- Toute action de formation qui conditionne l'exercice d'une activité ou d'une fonction en application d'une convention internationale ou de dispositions légales et réglementaires tel que prévu par l'article L6321-2 du Code du travail dont le bénéfice serait transférable à d'autres entreprises et non spécifique à Santé publique France (exemples : AFGSU, habilitation électrique, CACES).
- Toute action de formation concourant à l'adaptation des salariés intérimaires à leur poste de travail ou liées à l'évolution au maintien dans l'emploi conformément aux dispositions prévues par les articles L6321-1 dont le bénéfice serait transférable à d'autres entreprises et non spécifique à Santé publique France.
- Les actions de formation autres que celles mentionnées par le Code du travail à l'article L. 6321-2 et ne concourant pas à l'adaptation au poste de travail.

Pour rappel, la prise en charge par l'ETT ne doit pas être conditionnée à la durée de la mission au sein de Santé publique France.

Les actions de formation sont gérées administrativement par l'entreprise de travail temporaire. Les formations nécessaires doivent pouvoir être programmées rapidement et s'inscrire dans le long terme. La transmission des attestations de formation relevant de l'article L6321-2 sont transmises à Santé publique France dans les plus brefs délais.

L'ETT transmet à Santé publique France un rapport annuel comprenant a minima :

- L'identité du salarié bénéficiaire de la formation,
- L'intitulé de la formation suivi et le nombre d'heure associé.

12. 2 - Actions de formation à la charge de Santé publique France

- Toute action de formation qui conditionne l'exercice d'une activité ou d'une fonction en application d'une convention internationale ou de dispositions légales et réglementaires tel que prévu par **l'article L. 6321-2 du Code du travail** dont le bénéfice ne serait pas transférable à d'autres entreprises
- Les actions de formations relatives à la sécurité exposées aux **articles L. 4141-2 et L. 4142-2 du Code du travail**
- Les actions qui visent la découverte de l'environnement de travail, les consignes de sécurité au poste de travail, les modes opératoires propres au poste de travail. L'adaptation au poste, à l'instar de ce que le Code du travail prévoit expressément en matière de formation à la sécurité.
- Toute action de formation concourant à l'adaptation des salariés intérimaires à leur poste de travail ou liées à l'évolution au maintien dans l'emploi conformément aux dispositions prévues par les **articles L. 6321-1 et L. 6321-6 du Code du travail** dont le bénéfice ne serait pas transférable à d'autres entreprises
- Les actions de formation s'inscrivant dans le cadre de l'évolution de l'organisation du travail au sein de Santé publique France.

ARTICLE 13 : CONDITIONS TARIFAIRES

Qu'il s'agisse d'une prestation de délégation ou de gestion, il est prévu qu'au terme de 64 jours de mission (consécutifs ou non), un coefficient unique minoré s'applique à partir du 65^{ème} jour de mission.

Santé publique France a la possibilité d'embaucher un personnel intérimaire en CDD ou en CDI.

Dans le cas où l'embauche intervient dans un délai inférieur à 64 jours de mission, consécutifs ou non, Santé publique France versera la somme forfaitaire prévue dans le bordereau de prix.

À compter du 65^{ème} jour, Santé publique France se réserve la possibilité d'embaucher les personnels en CDI ou en CDD sans indemnités.

ARTICLE 14 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les bons de commande sont émis par Santé publique France en tant que de besoin, sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- L'objet du marché et son numéro,
- la date de la commande,
- l'objet du bon de commande et son numéro,
- la nature des prestations à réaliser,
- les délais d'exécution,
- le coût des prestations HT et TTC, conformément à l'annexe financière figurant en annexe de l'acte d'engagement du présent marché.

Pour faciliter l'exécution, le bon de commande est accompagné d'un devis détaillé validé par Santé publique France qui comporte les informations suivantes :

- la nature des prestations à réaliser et leur quantité
- le coût des prestations HT et TTC, conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement du présent marché
- les délais d'exécution des prestations

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet. Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le Titulaire en accuse réception.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder plus de trois mois le terme du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commandes sont adressés au seul mandataire du groupement, quelle que soit la forme de ce dernier. Le mandataire du groupement a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

14.1 - Modification des bons de commande en cours de réalisation des prestations

Le bon de commande peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de réalisation de la prestation. Dans cette hypothèse Santé publique France adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation des prestations.

14.2 - Délais de réalisation des prestations

Les délais d'exécution des prestations indiqués dans le CCP sont impératifs. Leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie ci-dessous.

En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

14.3- Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés sur chaque bon de commande. Ils sont impératifs et conditionnent la réception des prestations. En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée, par le pouvoir adjudicateur au Titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler sans délai, au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

ARTICLE 15 : MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

15.1 - Responsable administratif et technique pour Santé publique France

La personne désignée comme responsable administratif est **la directrice générale de Santé publique France ou son représentant**.

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est **le directeur des ressources humaines de Santé publique France ou son représentant**.

15.2 - Responsable technique pour le Titulaire

Le responsable de la prestation pour le Titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de la personne publique pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Titulaire mentionne en **annexe 2 à l'acte d'engagement**, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des opérations.

La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le Titulaire est l'unique interlocuteur de

Santé publique France pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le Titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

15.3 - Conditions de vérification et d'admission des prestations

Vérification des prestations

Les opérations de vérification mentionnées au chapitre V du CCAG-FCS ont pour objet de permettre à Santé publique France de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché. Les prestations sont vérifiées par le responsable technique désigné au point 7.1 ci-dessus.

Outre les opérations de vérifications qualitatives exercées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-FCS, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché et en particulier en cas de changement de membres de son équipe.

Le non-respect des clauses du marché peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 25 du CCAG FCS.

Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification qualitative et quantitative, le référent technique de Santé publique France, chargé du suivi de l'accord-cadre, peut prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

Par dérogation aux dispositions de l'article 25 du CCAG FCS, le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de 12 jours ouvrés.

Admission

Passé le délai de 12 jours ouvrés, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Ajournement

Lorsque le référent technique de Santé publique France estime que les prestations pourraient être admises moyennant certaines mises au point, il en prononce, par le biais d'une décision motivée, l'ajournement en invitant le Titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai maximum de dix jours. En cas de silence du Titulaire pendant ce délai ou en cas de refus, le Pouvoir Adjudicateur peut admettre les prestations avec réfaction ou les rejeter.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations après leur mise au point, Santé publique France dispose d'un délai de dix jours pour procéder à de nouvelles vérifications et prononcer sa décision.

Réfaction et rejet

Si le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord-cadre et du bon de commande afférent, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Si le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet.

Les décisions de réfaction ou de rejet sont motivées par l'établissement et le Titulaire est invité à transmettre ses observations.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire de l'agence, de mettre à nouveau à disposition, à ses frais, d'exécuter de nouveau le service commandé.

La réception des prestations ouvre droit à paiement dans les conditions définies ci-dessous

ARTICLE 16 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Voir annexe 1.

ARTICLE 17 : CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaire, sous forme de coefficient.

Les coefficients de délégation ou de gestion ne s'appliquent qu'aux éléments soumis à cotisation. Le marché prévoit deux coefficients et une indemnité :

- Un Coefficient de délégation (s'applique lorsque le candidat est recherché et proposé par le titulaire).
- Un Coefficient de gestion (s'applique lorsque c'est Santé publique France qui propose le profil au prestataire).
- Une indemnité pour embauche en CDI/CDD au terme d'une mission.

Les remboursements de frais (de transport, de panier, etc...) ne sont pas soumis à coefficient et font l'objet d'un remboursement sur justificatif dans les conditions mentionnées supra.

Les coefficients sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais de gestion, à l'assurance ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les coefficients comprennent également la prise en charge de la formation, la gestion et le contrôle des visites médicales, le contrôle des vaccinations, etc. ainsi que toutes les obligations indiquées dans le présent CCP.

Aucun frais de gestion supplémentaire non prévu au titre du présent accord-cadre ne sera accepté par Santé publique France.

ARTICLE 18 : RÉVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

ARTICLE 19 : PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS Santé publique France dispose de la faculté d'appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT, par contrat, en cas de non-respect des obligations contractuelles suivantes :

- Non transmission du contrat de mise à disposition dans le délai de 48 heures (suivant l'acceptation formelle du service habilité pour ce faire (pénalité par jour),
- Non transmission du reporting mensuel/ annuel (pénalité par jour) ;
- Non communication de l'attestation médicale dans le dossier administratif ;

- Non présentation du personnel intérimaire à la date fixée pour le démarrage de sa mission (pénalité par jour) ;
- Erreurs de facturation répétées ;
- Erreurs répétées dans la rédaction d'un contrat de mise à disposition conforme au bon de commande et aux éléments variables de paie transmis par Santé publique France y compris la signature de la clause de confidentialité.

Pénalités pour non-respect des modalités prévues à l'annexe 2 sur la clause d'insertion sociale.

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
L'absence ou le refus de transmission des renseignements indiqués à l'article 7	100 € par manquement
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	100 € par heure non réalisé
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	150 € à chaque fois
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100€ par jour de retard

ARTICLE 20 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

20.1 - Périodicité de facturation

Les prestations donnent lieu à un paiement partiel définitif après réception des prestations et service fait pour chaque bon de commande émis.

20.2 - Demande de paiement

Chaque facture est établie en un exemplaire original et comportera notamment les éléments suivants :

- nom et adresse du Titulaire,
- le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
- la date de la facture,
- l'intitulé et numéro du marché **(2025-19)** et le numéro du bon de commande pour les prestations à commande,
- le lieu, les dates d'exécution et l'objet de la prestation,
- la nature des prestations exécutées,
- le montant total HT, celui de la TVA et son taux et le montant TTC des prestations ou de la commande.
- Les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Voici les données nécessaires pour nous envoyer les factures :

N° chorus : 13002233800011

Nom : Santé publique France

Service des factures publiques

Un guide est disponible à l'adresse suivante :

[Fiche pratique – Faire appel à l'assistance Chorus Pro – Communauté Chorus Pro](#)

Vous aurez accès à un LiveChat avec ClaudIA le robot conversationnel dédié ou vous pourrez solliciter le support.

20.3 - Délai global de paiement

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au règlement.

20.4 - Domiciliation des paiements

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du Titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du Titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

20.5 - Avance forfaitaire

Il est fait application des articles L2191-2 et R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, pour l'avance forfaitaire.

20.6 - Règlement au profit du ou des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le Titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

20.7 - Renseignements d'ordre comptable

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable.

ARTICLE 21 : SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles du marché s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent les délais, les pénalités pour retard, les modalités de règlement et la protection des données.

Il est rappelé au Titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le Titulaire du présent marché.

ARTICLE 22 : NANTISSEMENT – CESSION DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du Titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct à l'établissement financier de son choix, au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.

Les modalités de remise de l'exemplaire unique et du certificat de cessibilité figurent à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique.

La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R2191-60 du Code de la Commande Publique figure sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 23 : DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En complément du CCAG FCS :

23.1 - Droits de la personne publique

Santé publique France reconnaît que les éléments fournis par le Titulaire peuvent être protégés au bénéfice de tiers par les dispositions du code de la propriété intellectuelle. Il s'engage à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de ceux-ci.

Santé publique France peut librement utiliser les résultats, même partiels des prestations. Il peut publier les éléments fournis par le Titulaire à condition que la source, le nom des auteurs, le titre des émissions, des articles, des documents, etc. restent mentionnés sur lesdits éléments.

23.2 - Droits du titulaire et garantie du droit de propriété

Le Titulaire garantit Santé publique France contre les revendications des tiers relatives à des droits de propriété intellectuelle portant sur les prestations fournies au titre du présent marché.

En cas de revendication d'un tiers contre Santé publique France, le Titulaire doit prendre toute mesure dépendant de lui pour faire cesser le trouble, notamment en communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de Santé publique France.

ARTICLE 24 : COLLABORATION ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Il est précisé que le Titulaire s'engage à collaborer en « bonne intelligence et en bonne entente » avec l'ensemble des intervenants des différents dispositifs.

Le Titulaire s'engage à participer aux réunions prévues par Santé publique France autant que de besoin.

De façon générale, le Titulaire s'engage à informer sans délai Santé publique France de toute difficulté rencontrée dans la réalisation et l'exécution des prestations de nature à retarder ou compromettre le bon déroulement du marché.

ARTICLE 25 : ASSURANCE

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors des transports de fournitures, des matériels et des moyens humains.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du Titulaire. Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 26 : STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Les personnels du Titulaire demeurent, à tous égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). En conséquence, tout accident ou maladie affectant ses agents reste à sa charge. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

26.1 - Absence prolongée, départ du personnel

Pour des impératifs de continuité de service public, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours, en aviser la personne responsable du marché par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 5 jours suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Santé publique France se réserve alors le droit de rejeter la personne proposée si elle ne dispose pas du niveau et des compétences requises. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet de Santé publique France, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnité, aux torts exclusifs du Titulaire.

26.2 - Remplacement du personnel

Pendant toute la durée de la mission, Santé publique France se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations pour faute, ou pendant la période d'essai. Santé publique France devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Santé publique France attend également de nouvelles propositions en cas de défaut de présentation d'un candidat ou de rupture de contrat (pendant ou après la période d'essai).

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels dans les conditions précisées à l'article 18.1 ci-dessus.

26.3 - Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire s'engage à respecter les législations relatives au droit du travail et aux conditions de travail du pays où la main d'œuvre est employée. Il est tenu au respect des 8 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment au Titulaire, au cours de l'exécution du marché, de justifier du respect des obligations des 8 conventions de l'OIT et de lui fournir les attestations sur l'honneur correspondantes.

Le Titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail :

- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du Code du Travail) lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- ou en lieu et place des attestations mentionnées ci-dessus, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ;
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Santé publique France, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Cette modalité de dépôt est vivement recommandée. Toutefois, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent également être adressées à Santé publique France à l'adresse suivante en rappelant les références du marché :

Santé publique France
DAF - Unité Achats/marchés
12 rue du Val d'Osne
94415 Saint Maurice Cedex

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues dans le présent CCP.

26.4 - Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si en vertu de l'article L8222-6 du code du travail, le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5, Santé publique France peut, après mise en demeure du Titulaire rester sans effet dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier adressé en recommandé avec accusé réception, soit :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 500 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximale de 15 jours.

Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché à la date d'expiration du délai laissé au Titulaire pour faire cesser la situation litigieuse.

- résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 27 : RÉSILIATION

Santé publique France peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation du marché, notifiée dans les conditions de l'article 29 et suivants du CCAG-FCS.

La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre VI du CCAG-FCS. La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par Santé publique France et notifié au Titulaire.

ARTICLE 28 : LITIGE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L2197-6 du code de la commande publique. Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 29 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

29.1 - Clause sociale

Voir annexe 2.

29.2 - Clause environnementale

Dans le cadre d'une démarche soucieuse des sujets relevant du développement durable Santé publique France a prévu une clause environnementale.

Afin de satisfaire à cette clause, les réunions pourront se tenir à distance.

Dans les autres cas, pour se déplacer sur les différents sites, Santé publique France privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique sur demande au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...).

ARTICLE 30 : DÉROGATIONS

Les articles 15.3 et 19 dérogent respectivement aux articles 25 et 14 du CCAG-FCS.
